

# L'ARMÉE ITALIENNE AUJOURD'HUI : ANALYSE D'UNE CONVALESCENCE FORCÉE

BASTIEN POULIQUEN  
LE 19 JANVIER 2024



SHUTTERSTOCK/meanmachine77

DEFINSEEC.COM

DEFINSEEC@GMAIL.COM

07 83 51 70 94



## TOUR D'HORIZON CAPACITAIRE

L'armée italienne a connu durant de longues décennies une disette budgétaire. Mais comme beaucoup de nations occidentales, le mouvement s'est brusquement inversé dernièrement face au retour de la conflictualité aux frontières de l'Europe. En effet, ces dernières années, les dépenses italiennes ont grimpé de 17,6 milliards d'euros en 2015 à 27,8 milliards l'année dernière ; alors même que l'Italie fait face à une stagnation de sa croissance économique. Cela s'est notamment fait sentir en 2021, via le lancement de 31 programmes de réarmement atteignant près de 15 milliards d'euros et s'étalant jusqu'en 2035. Ainsi, la loi de programmation pluriannuelle 2023 - 2025 a établi le budget italien de la défense à 1,38% du PIB ; montant encore bien inférieur aux attentes de l'OTAN (réaffirmé à 2% lors du récent sommet de Vilnius), mais supérieur aux projections.



Concrètement, l'année 2023 a été marquée par plusieurs investissements notables. Le principal étant l'achat pour 6 milliards d'euros de chars lourds à l'Allemagne. En effet, afin de se conformer à ses engagements vis-à-vis de l'OTAN, l'Italie devrait maintenir 250 chars opérationnels. Complété par des Ariete actuellement en fonction mais vieillissants, ce nouveau contrat porterait sur 200 chars Leopard 2. Il est néanmoins à noter que, malgré un contrat attribué à l'italien Leonardo quant à la modernisation de 90 (avec une option de 35 supplémentaires) chars Ariete C2, le choix du voisin germanique fait grincer des dents. En effet, l'industrie de défense italienne est habituée à un fort soutien gouvernemental, à l'importation comme à l'exportation, exemple du contrat délivré début 2024 à des entreprises italiennes, visant à la modernisation de la composante d'artillerie. En outre, l'Italie s'est forgée depuis Silvio Berlusconi une réputation de fournisseur d'armes sulfureux, que ce soit avec la Libye de Mouammar Kadhafi ou la Russie de Vladimir Poutine. Le dernier dilemme en date concerne l'achat de missiles Spike LR2 à Israël, dans la lignée d'un fructueux partenariat de défense.

Or, l'Italie s'étant abstenue lors du vote à l'Assemblée Générale de l'ONU d'un cessez-le-feu dans les territoires palestiniens, sa position diplomatique italienne pose question. Amnesty International et d'autres associations ont ainsi demandé à l'Italie de cesser ces exportations. Le délicat lien de la place de la moralité face aux gains politiques et économiques des exportations d'armement s'illustre nettement. De même, on pourrait également citer la vente par Leonardo d'avions de transports militaires C-27J à l'Azerbaïdjan, dans un contexte de rapprochement entre Rome et Bakou sur les questions énergétiques. En effet, un embargo informel dû notamment au conflit avec l'Arménie limite l'accès de l'Azerbaïdjan au matériel occidental, mettant encore en lumière la position trouble de l'Italie sur ces questions.



Enfin, a été rendu public le 17 octobre un détail des dépenses de l'Italie en 2023 ainsi que des prévisions pour 2024 et 2025 - la publication de ce document budgétaire aurait été repoussée dans un contexte de réévaluation des nécessités matérielles au regard du conflit russo-ukrainien. Y est affirmée l'envie de l'Italie de rejoindre le programme de char franco-allemand MGCS, volonté finalement confirmée en ce début d'année. Ce pas en avant est un signal positif pour l'avancement d'un projet jusque-là perdu en eaux troubles. De même, l'intégration de l'Italie au programme de missile franco-britannique (FMC/FMaN) quelques mois auparavant avait permis un pareil renouveau.

Le document aborde également le développement d'essaims de drones (76 millions d'euros) ainsi que le programme trilatéral Global Combat Air avec le Japon et le Royaume-Uni (7,77 milliards d'euros d'ici 2037). Concernant ce dernier, on a pu noter la volonté anglaise d'intégrer l'Arabie Saoudite au programme, déclenchant le scepticisme de ses partenaires. Ainsi, si l'on assiste à la croissance d'accords tripartites plutôt que bilatéraux sur les enjeux de défense, il n'est pas (encore) question de les élargir davantage. Tout cela s'inscrit dans un effort du gouvernement italien sur les achats (6,1 milliards d'euros en 2023), en croissance de 12,5% par rapport à 2022, qui déjà avait cru de 35% vis-à-vis de 2021. S'inscrivant dans une politique nationale globale, des liquidités supplémentaires sont fournies par le ministère de l'industrie (1,87 milliards en 2023), complétant les budgets de défense. Les prévisions d'achats pour 2024 sont de 8,16 milliards d'euros ; et pour 2025 de 8,74 milliards.

## DÉFIS STRUCTURELS ACTUELS ET FUTURS

Au-delà de toute question matérielle, l'armée italienne fait également face à des enjeux structurels. Le récent scandale de la publication d'un ouvrage jugé "raciste et xénophobe", *Il Mondo al contrario*, par Roberto Vannacci, général actif décoré et ancien chef des paras, a entraîné des interrogations sur la composition de l'armée. En effet, une loi de 2012 (dite "loi Di Paola") avait bien tenté de pousser à la réduction des effectifs de 181,000 unités à 150,000. Cependant, devant l'impossibilité de la mener à bien (notamment face à des problématiques structurelles couplées "au changement des scénarios internationaux", selon le vice-président de la Chambre des députés Giorgio Mulé) l'échéance a été reportée à 2034. Or, sur les 165,000 soldats aujourd'hui en activité : environ 21,000 sont des officiers et 61,000 des sous-officiers ; un rééquilibrage du nombre de gradés au sein de l'appareil militaire est jugé crucial.



Afin d'illustrer cela, la loi "révision de l'instrument militaire" votée sous le gouvernement Monti (2011 - 2013) comptait 1 général pour 378 soldats dans l'armée italienne, contre 1 pour 1,440 dans l'armée américaine.



# L'ARMÉE ITALIENNE AUJOURD'HUI : ANALYSE D'UNE CONVALESCENCE FORCÉE

Cette problématique est une illustration parmi d'autres de la reconnaissance de l'insuffisance d'une vision long terme, alors que la Cour des comptes estimait en 2022 à 65,7% les ressources financières allouées aux dépenses de personnel (contre 16,7% d'investissement et 17,6% de fonctionnement). En outre, l'affaire Roberto Vannacci a fait trembler durant tout l'été 2023 la coalition au pouvoir, scindée entre le soutien du vice-premier ministre Matteo Salvini et les critiques de la part du camp de la Première ministre Giorgia Meloni. Tout cela questionnant une fois de plus la place de l'armée dans le débat public, tout particulièrement dans le contexte d'instabilité chronique de la politique italienne.



Cependant, si la lutte menée par la loi de 2012 contre la multiplication des haut-gradés était fondée, l'atteinte portée aux effectifs a été très dure pour l'armée italienne. Durant une audience de la commission à la défense de la Chambre et du Sénat, le chef d'état-major, l'amiral Giuseppe Cavo Dragone, a ainsi affirmé la nécessité d'accroître les effectifs de 10,000 hommes supplémentaires. Plus tôt dans la journée, le ministre de la défense Guido Crosetto avait également soutenu l'élargissement de la réserve nationale, visant les anciens militaires et toute personne ayant une formation militaire préalable. En outre, au-delà du nombre, on assiste à un vieillissement progressif de l'armée, où seul un tiers des soldats ont aujourd'hui moins de trente ans. Afin de pallier cela, l'amiral Dragone a pu développer sa vision du futur de la réserve italienne, qui résulterait en : "l'activation progressive d'une réserve auxiliaire de l'État, composée de personnels issus du monde civil et ayant une expérience militaire préalable. Cette réserve auxiliaire pourrait être utilisée en temps de guerre ou de crise internationale, ainsi qu'en cas d'état d'urgence déclaré par le gouvernement ou lors de situations d'urgence d'importance nationale liées à des événements catastrophiques". On peut tout de même noter une certaine continuité dans l'initiative politique, car malgré les changements de gouvernement, le principe avait déjà été affirmé en 2022 (loi n°201/2022), et a pu être complété dernièrement par la loi n°201/2023. On pourrait ressentir dans cette prise de décision, outre la nécessité de pallier un manque d'effectif, une volonté d'harmonisation avec ses principaux alliés de l'OTAN (France, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne) qui possèdent déjà de telles structures. Néanmoins, si l'objectif des 2% du PIB alloué aux efforts de défense est souvent abordé, on le sent tout de même lointain, le ministre de la défense Crosetto avançant avec scepticisme un objectif à 2028.

Quant à la marine, que nous n'avons pas encore abordée, elle devrait se développer dans sa dimension sous-marine (via le programme U212NFS et ses 3 à 4 unités aux horizons 2028-30) et anti-sous-marine, tout en suivant un programme de rénovation des infrastructures. Plus concrètement, les principaux chantiers en cours sont : deux nouvelles FREMM (frégates multi-missions) afin de compenser leur récente vente à l'Égypte ; deux navires pétroliers de classe Vulcano ; ainsi que la suite du programme PPA (de la classe Thaon di Revel) visant le remplacement des frégates légères de classe Soldati et des corvettes de classe Minerva.



## STRATÉGIES SÉCURITAIRE ET DIPLOMATIQUE

Il serait difficile d'aborder les enjeux sécuritaires italiens sans débiter par la mer Méditerranée. De fait, l'importance de cette zone pour l'Italie pourrait nous faire remonter jusqu'à la thalassocratie romaine au IIIe siècle av J-C, lors de la première guerre punique entre Rome et Carthage, où déjà l'idée de "mare nostrum" s'imposait dans les esprits. Aujourd'hui, le commerce en mer Méditerranée, notamment via le canal de Suez, demeure crucial. En 2022, près d'un demi-milliards de tonnes de marchandises ont transité par les ports italiens, s'inscrivant comme un moteur de la croissance et de la compétitivité du pays. En outre, si l'économie du sud de l'Italie ne représente que 20% de l'économie nationale, les ports de la région accueillent 46% des flux.



Ainsi, si les disparités régionales italiennes ne sont plus à présenter, le commerce maritime s'illustre comme l'un des rares facteurs de rapprochement entre nord et sud. Bien entendu, d'autres questions expliquent aujourd'hui la place de la Marina Militare en mer Méditerranée, le développement des drones mentionné plus tôt a par exemple pour but premier le renforcement du renseignement et de la surveillance des routes de migration. Nous avons notamment pu voir la marine italienne à l'œuvre en fin d'année, dans le cadre d'un soutien humanitaire en réponse au conflit au Proche-Orient. Les déploiements de deux FREMM, d'un navire amphibie et de différents patrouilleurs s'opèrent en coopération avec la France, les États-Unis et le Royaume-Uni. Pour répondre aux diverses tensions, une moyenne de 15 à 20 unités sont déployées dans cette mer en permanence. En outre, la première ministre italienne Giorgia Meloni a affirmé sa détermination à maintenir à l'agenda la question de la sécurité en mer Méditerranée, dans le cadre de la présidence italienne au G7 en ce début d'année. La Marina Militare ne s'y limite bien sûr pas, nous avons notamment pu la voir en mer Rouge en réponse aux multiples attaques des rebelles Houthis menées contre les navires commerciaux comme militaires. En effet, plutôt que d'intégrer la coalition navale américaine "Gardien de la prospérité" comme nombre d'États européens, l'Italie a préféré garder ses navires sous commandement national. Puis d'annoncer le 16 janvier 2024, lors d'une conférence commune avec la France, sa volonté de répondre à la crise par un engagement européen. Cette position italienne s'est précisée le 7 janvier, lorsque le Ministre italien des affaires étrangères, Antonio Tajani, avait affirmé que : *"l'Union Européenne devrait former sa propre armée mixte, qui pourrait jouer un rôle de gardien de la paix"*.

Enfin, l'Italie tend dernièrement à inclure la zone indo-pacifique dans ses préoccupations stratégiques, illustration d'une implication croissante du pays en matière de sécurité internationale, déjà observée sous les gouvernements Berlusconi, Renzi et Draghi. Cela est permis par des capacités de dissuasion importantes, qui bien que limitées budgétairement, en font la troisième marine européenne en termes de tonnage (derrière la Marine Nationale et la Royal Navy). Le porte-aéronefs Cavour capable d'emporter et de déployer des chasseurs F-35 américains (seuls 3 pays en ont la possibilité actuellement), en est un exemple. Ainsi, le patrouilleur offshore polyvalent (PPA) Morosini a pu être déployé dans la zone en 2023, et le groupe aéronaval du Cavour devrait prendre le relai à partir de juin 2024.





# L'ARMÉE ITALIENNE AUJOURD'HUI : ANALYSE D'UNE CONVALESCENCE FORCÉE

Les mers occupent une place centrale dans la stratégie italienne, étant donné l'approche navale de sa puissance, cependant, ignorer ses engagements internationaux terrestres serait une erreur. De fait, l'Italie est actuellement engagée dans 35 missions différentes aux quatre coins du globe, pour un coût attendu en 2024 d'1,7 milliards d'euros. Somme qui fait grincer des dents dans l'opinion publique, qui bien que favorable à certains engagements (comme la lutte face à la Russie) ne comprend pas la multiplication des fronts. Comme énoncé plus tôt, l'Italie privilégie aujourd'hui l'action multilatérale, cela malgré l'existence de plusieurs partenariats bilatéraux (avec l'Irak, le Liban et la Libye). Ses engagements se déclinent en trois catégories : OTAN (Bulgarie, Lettonie, Hongrie, Kosovo), ONU (Maroc et Liban) et UE (Bosnie-Herzégovine et Mali). Dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne, véritable alpha et oméga des évolutions militaires italiennes actuelles, plus de 1250 soldats sont déployés avec l'OTAN. Politiquement, malgré une relation historiquement proche avec la Russie, le soutien italien à l'Ukraine ne faillit pas. Le ministre de la défense italien l'a réaffirmé le 10 janvier 2024, lors d'une allocution devant le Parlement sur la question de la prolongation de l'aide militaire à Kiev (décidé en Conseil des ministres en décembre 2023). Ce soutien est toujours jugé favorablement par la population italienne (61%), bien que légèrement inférieur à la moyenne européenne (de 66%). Toujours sur le continent européen, les forces italiennes stationnées au Kosovo ont dû faire face en juin dernier à des manifestations pro-Serbie, aboutissant aux blessures de 14 italiens. Illustration de l'engagement italien à ses frontières dans les Balkans pour la préservation de la paix ; tout en œuvrant à l'intégration de cette région dans l'Union Européenne.



Hors Europe, l'engagement italien se divise entre l'Asie et l'Afrique. En Asie, les forces italiennes se déploient notamment face à Daesh, en Irak comme au Koweït ; et au Liban via une double présence avec l'ONU (1,169 hommes) et en mission bilatérale (190 hommes). L'Afrique quant à elle est la région accueillant le plus grand nombre de missions (18). En revanche, cette présence amène à une dispersion des moyens car n'engageant pas un nombre élevé de militaires. Même en Libye où l'Italie est historiquement implantée, seule une unité d'état-major accompagnée de 200 hommes y stationne encore. Néanmoins, on peut noter un accent mis sur le Sahel, avec en son centre le Niger dans une lutte contre l'influence russe. L'envoi de 250 soldats en août, suite au coup d'Etat militaire, a démontré la volonté du gouvernement italien de se maintenir dans la région. Enfin, une présence italienne dans la Corne de l'Afrique est également à noter (Somalie, Djibouti).



## CONCLUSION

L'armée italienne se trouve aujourd'hui à un point de bascule. Longtemps oubliée et relayée au second plan de la politique italienne, mise à distance illustrée par l'adoption de la loi "Di Paola" en 2012, l'armée semble finalement revenir au cœur des préoccupations gouvernementales. Fortement intégrée à l'alliance Transatlantique, avec notamment la présence sur son sol d'au moins 120 bases de l'OTAN ainsi que du déploiement d'arsenaux nucléaires, l'Italie se retrouve au cœur de l'effort de guerre. Poussée par le regain de tensions internationales, l'influence italienne en mer Méditerranée retrouve son importance passée. En effet, bien que relativement préservée pour le moment de l'action militaire directe russe par l'accord de Montreux et la fermeture du détroit des Dardanelles par la Turquie, il ne fait aucun doute pour les dirigeants italiens que l'inviolabilité de cette mer ne doit plus être considérée comme acquise.

De fait, face à la bascule opérée par leurs alliés américains vers la zone indo-pacifique, et dans le cadre du conflit latent avec la Chine, l'Italie pourrait rapidement voir ses prérogatives régionales multipliées. Malheureusement, compte tenu de l'historique de versatilité de la politique italienne, se pose la question de la continuité de son engagement militaire futur. Mais sa qualité de puissance industrielle majeure en Europe et des collaborations nombreuses avec ses voisins en matière de défense poussent à l'optimisme. En outre, il devient clair que face aux visions souvent contradictoires Françaises et Allemandes sur la question du futur de la défense européenne, l'Italie pourrait rapidement prendre une place centrale de médiation. Ainsi, l'opportunité pour l'Italie d'une renaissance stratégique et militaire existe, mais nécessitera un engagement gouvernemental fort, quelles que soient les évolutions régionales futures. Comme le disait Clausewitz, la guerre n'est que la poursuite de l'activité politique par d'autres moyens.





# SOURCE

- "L'Esercito Italiano compra carri da Germania e Svezia. Rsu Leonardo : "E l'industria nazionale?"", Info Difesa, 18/03/2023
- "Leonardo and KNDS announce advanced tank proposal for Italian Army", Dylan Malyasov, Defense Blog, 14/12/2023
- "L'Italie dépensera au moins 4 milliards pour acheter 200 chars Leopard 2", L'Indipendente, 14/07/2023
- "The Italian Army is ready to increase quality and quantity of its main battle tanks", EDR (European Defence Review), 02/08/2023
- "Non solo Leonardo, ecco come l'Italia punta all'export in Azerbaigian", Chiara Rossi, Start Magazine, 25/09/2023
- "Gaza/Italie : cessez-le-feu et ventes d'armes, Atlante delle guerre e dei conflitti del mondo, 07/11/2023
- "Quanto vale il commercio di armi tra Italia e Israele", Pagella Politica, 10/10/2023
- "Spike LR2 missiles to Equip Italian Army and Marines", Gerhard Heiming, ESD (European Security and Defense), 20/07/2023
- "Italian army to get modernized FH70 155mm towed howitzers", Army Recognition, 15/01/2024
- "Italy's army general to be disciplined over shock book", Reuters, 17/08/2023
- "Homophobic and racist bestseller by Italian general opens chasm between Italy's Meloni and Salvini", Lorena Pacho, El Pais, 01/09/2023
- "La France et l'Italie veulent « impulser » une dynamique au niveau européen pour la sécurité en mer Rouge", Laurent Lagneau, Opex 360, 16/01/2024
- "Italian foreign minister calls for formation of EU army", Reuters, 07/01/2024
- "Italian troops to remain in Kosovo to guarantee stability", Frederica Pascale, Euractiv, 01/06/2023
- "Italy's Chief of Defence Staff on bolstering military staffers, spending", Decode 39, 15/11/2023
- "Prospettive e limiti della cooperazione euro-atlantica in relazione al dossier Cina", Norma Masci, Geopolitica.info, 28/04/2023
- "La Marina italiana torna in Estremo Oriente con la portaerei Cavour", Luca Peruzzi, Analisi Difesa, 10/01/2024
- "Italy unveils weapons wish list, forecasts defense spending", Tom Kington, Defense News, 18/10/2023
- "Le missioni militari italiane nel 2023", Giovanni Martinelli, Analisi Difesa, 19/05/2023
- "Nelle Forze armate italiane ci sono troppi ufficiali", Il Post, 18/08/2023
- "Il ministro Crosetto vuole creare una riserva di militari italiani: «Sarà attivabile in caso di necessità di guerra»", Open.online, 15/11/2023
- "La Riserva Militare in Italie : come si attiverà e chi dovrà andara in guerra", Info Difesa, 19/11/2023
- "Reclutamento nelle carriere iniziali delle Forze armate e revisione dello strumento militare", Parlement italien, 09/01/2024
- "Char de combat du futur : L'Allemagne est ouverte à une participation de l'Italie au programme MGCS", Laurent Lagneau, Opex 360, 23/11/2023
- "Comment l'Italie veut entrer dans le programme franco-allemand MGCS (char du futur)", Michel Cabirol, La Tribune, 05/12/2023
- "Prima il business, poi la Difesa. La strategia italiana dell'Indo-Pacifico si sposta un po'è", Giulia Pompili, Il Foglio, 29/08/2023
- "Soldati italiani nell'Europa dell'Est. 1500 pronti alla guerra con la Russia (parte 2)", Antonio Mazzeo, Pagine Esteri, 11/01/2023
- "La Marina Militare italiana nel panorama geopolitico odierno", Alesandro Galbarini, AMIStaDeS APS, 04/07/2023
- "Finché c'è guerra c'è speranza: quanto ci costano le 55 missioni militari italiane all'estero", Millex, 10/05/2023
- "L'Italia sta spendendo per armi e tecnologie militari più di quel che dice", Wired, 11/02/2022
- "In 10 anni la spesa militare italiana sarebbe passata da 2,5 a 5,9 miliardi di euro", L'indipendente, 29/11/2023
- "Berlusconi e le armi ai dittatori: così ha spianato la strada", Giorgio Beretta, Today.it, 14/06/2023
- "Gli italiani e il sostegno a Kiev, tra finanziamenti e armi", ANSA.it, 05/07/2023
- "Ucraina, ok Camera a risoluzione maggioranza: «Avanti sostegno»", Andrea Carli, ilsole24ore.com, 10/01/2024
- "Italian Navy future programs - beginning of 2024", Daily Battlefields (youtube), 09/01/2024





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

